

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 32.825/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.825/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 4 janvier 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière", a donné le 13 mars 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 januari 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer", heeft op 13 maart 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Il convient d'examiner la compatibilité du projet avec la Convention sur la signalisation routière et ses Annexes (ci-après, la Convention), faites à Vienne le 8 novembre 1968 et approuvées par la loi du 30 septembre 1988, en tenant compte des amendements qui y ont été apportés et qui sont entrés en vigueur le 30 novembre 1995.

S'agissant de la Convention précitée, le section de législation fait observer qu'en son article 41 elle organise une procédure de modification de ses dispositions et de ses annexes, sans qu'un nouveau traité modificatif soit formellement conclu entre les Parties contractantes. Cette procédure peut être résumée comme suit :

- S les amendements proposés par une Partie contractante sont communiqués par le Secrétaire général des Nations Unies aux autres Parties contractantes qui ont "la possibilité de lui faire savoir, dans le délai de douze mois suivant la date de cette communication : a) si elles acceptent l'amendement, ou b) si elles le rejettent, ou c) si elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner";
- S toute proposition d'amendement communiquée aux Parties contractantes est réputée acceptée si, dans le délai de douze mois précité, moins du tiers des Parties contractantes informent le Secrétaire général soit qu'elles rejettent l'amendement, soit qu'elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner;
- S l'amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après l'expiration du délai de douze mois pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, pendant le délai de douze mois, ont rejeté l'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner.

Suivant cette procédure, le 31 mai 1994, le Secrétaire général des Nations Unies a diffusé des amendements proposés par le Gouvernement belge. Le 31 mai 1995, moins du tiers des Parties contractantes ayant informé le Secrétaire général qu'elles rejetaient les amendements proposés, ceux-ci ont été réputés acceptés

.../...

et sont entrés en vigueur le 30 novembre 1995 pour toutes les Parties contractantes, à l'exception des paragraphes 4 et 6 de la sous-section V de la section G de l'annexe 1 qui ne sont pas entrés en vigueur pour l'Autriche.

Pour assurer la sécurité juridique et pour permettre aux amendements d'entrer en vigueur dans l'ordre juridique belge, il convient de publier ceux-ci au Moniteur belge.

OBSERVATION GENERALE

Les articles 1^{er}, 5, 13 et 14 du projet d'arrêté royal réglementent la circulation aux "abords de l'école"; d'une part, les articles 1^{er}, 13 et 14 instaurent un signal à validité zonale sur lequel sont reproduits le signal A 23 et le signal C 43 limitant la vitesse à 30 km à l'heure; d'autre part, l'article 5 limite la vitesse maximale à 30 km à l'heure et impose aux conducteurs de redoubler de prudence en présence d'enfants.

En vertu de l'article 3, §§ 1^{er} et 2, de la Convention, les Parties contractantes sont tenues de respecter le système de signalisation routière qui s'y trouve décrit et lorsque la Convention définit un signal ou un symbole pour signifier une prescription ou donner une information aux usagers de la route, les Parties contractantes ne peuvent ni employer un autre signal ou un autre symbole pour signifier cette prescription ou donner cette information, ni attacher à ce signal et à ce symbole une signification différente de celle prévue par la Convention. En l'espèce, il y a lieu d'avoir égard aux deux règles suivantes de la Convention :

a) Les signaux à validité zonale sont régis par le point 8 de la section E de l'annexe 1 de la Convention. Les règles applicables à ces signaux n'autorisent pas qu'ils comportent des informations autres que des restrictions, des interdictions ou des obligations.

Il s'ensuit que les articles 1^{er}, 13 et 14 du projet d'arrêté royal ne peuvent pas prévoir qu'un signal de danger est apposé sur ces signaux.

.../...

b) L'article 9, paragraphe 3, de la Convention dispose que

"Les signaux d'avertissement de danger seront placés à une distance de l'endroit dangereux telle que leur efficacité soit la meilleure, de jour comme de nuit, compte tenu des conditions de la route et de la circulation, notamment de la vitesse usuelle des véhicules et de la distance à laquelle le signal est visible".

Dans la mesure où les dispositions en projet ont pour conséquence que les signaux A 23 et C 43 sont placés au même endroit, il n'est pas sûr que la règle de l'article 9, § 3, précitée, sera respectée, compte tenu de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière, qui détermine la distance à laquelle le signal de danger est apposé par rapport au lieu effectif du danger.

Si l'auteur du projet veut limiter la vitesse maximale dans les endroits fréquentés par des enfants, une solution possible et conforme à la Convention consisterait à faire un usage séparé des signaux A 23 et F4a/F4b et à adapter en conséquence l'arrêté royal du 9 octobre 1998 fixant les conditions d'instauration des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

A l'alinéa 4, il faut écrire :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;".

.../...

DispositifArticle 2

Dans la phrase liminaire, il faut écrire "remplacé par" au lieu de "modifié par".

Article 3

Dans le texte français, il faut écrire "de l'alinéa 1^{er}" au lieu de "du premier alinéa". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 4

Dans la phrase liminaire, il faut écrire "l'alinéa suivant" au lieu de "la disposition suivante".

Article 6

Dans le texte français, il faut écrire "alinéa 2" au lieu de "deuxième alinéa". Cette observation vaut mutatis mutandis pour l'ensemble du projet.

Article 7

La disposition en projet doit faire l'objet d'une subdivision distincte.

Article 8

Au 2°, dans la phrase liminaire, il faut écrire "la disposition suivante" au lieu de "les dispositions suivantes".

Article 9

Dans la phrase liminaire, il faut écrire "remplacé par l'arrêté royal du 24 juin 2000" au lieu de "modifié par les arrêtés royaux des 16 juillet 1997 et 24 juin 2000".

Article 10

Dans la phrase liminaire, il faut écrire "remplacé par" au lieu de "modifié par".

En outre, il n'y a pas lieu de diviser l'article 43.2 en deux paragraphes puisque ceux-ci ne comportent qu'un seul alinéa. Il faut donc écrire la phrase liminaire comme suit :

"Art. 10. L'article 43.2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 20 juillet 1990 est complété par l'alinéa suivant :".

Article 12

Dans la phrase liminaire, il faut ajouter aux arrêtés modificatifs celui du 18 septembre 1991.

De l'accord du délégué du ministre, les mots "ou son délégué" doivent être omis.

Article 16

Au 1°, il faut écrire "le site visé à l'alinéa 1^{er}" au lieu de "ce site".

Au 2°, il faut écrire "A l'alinéa 6 devenant l'alinéa 7" au lieu de "A l'avant-dernier alinéa".

Au 3°, il faut écrire "A l'alinéa 7 devenant l'alinéa 8, le mot «peut» est remplacé par le mot «est»".

Article 17

Les dates d'entrée en vigueur doivent être insérées.

OBSERVATIONS D'ORDRE LINGUISTIQUE

Dispositif

Article 12

Dans le texte néerlandais de l'article 59.2., d) en projet, il faut écrire "uitgereikt" au lieu de "afgeleverd".

Article 15

Dans le texte néerlandais de l'article 72.5 en projet, il y a lieu d'écrire "aangebracht worden op de rijstrook" au lieu de "gereproduceerd worden in de rijstrook".

VOORAFGAANDE OPMERKING

Er behoort te worden nagegaan of het ontwerp verenigbaar is met het Verdrag inzake verkeerstekens en de bijlagen daarvan (hierna het Verdrag genoemd), opgemaakt te Wenen op 8 november 1968 en goedgekeurd bij de wet van 30 september 1988, waarbij rekening moet worden gehouden met de wijzigingen die daarin zijn aangebracht en die op 30 november 1995 in werking zijn getreden.

Wat het genoemde Verdrag betreft, merkt de afdeling wetgeving op dat artikel 41 daarvan voorziet in een procedure voor de wijziging van de bepalingen en de bijlagen van het Verdrag, waarbij de verdragsluitende partijen niet formeel een nieuw wijzigingsverdrag moeten sluiten. Die procedure kan worden samengevat als volgt :

- de wijzigingen die door een verdragsluitende partij worden voorgesteld, worden door de secretaris-generaal van de Verenigde Naties meegedeeld aan de andere verdragsluitende partijen die "de gelegenheid hebben hem, binnen een tijdvak van twaalf maanden te rekenen van de datum van kennisgeving, mede te delen of zij : a) de wijziging aanvaarden; of b) de wijziging verwerpen; of c) wensen dat een conferentie wordt bijeengeroepen ter bestudering van de wijziging";
- ieder voorstel van wijziging dat aan de verdragsluitende partijen is meegedeeld, wordt geacht aanvaard te zijn indien, binnen de genoemde termijn van twaalf maanden, minder dan een derde van de verdragsluitende partijen de secretaris-generaal laten weten dat ze de wijziging verwerpen of dat ze wensen dat een conferentie wordt bijeengeroepen om de wijziging te bestuderen;
- de wijziging die geacht wordt aanvaard te zijn treedt zes maanden na het verstrijken van de termijn van twaalf maanden in werking voor alle verdragsluitende partijen, behalve voor die partijen die binnen de termijn van twaalf maanden de wijziging hebben verworpen of gevraagd hebben dat een conferentie bijeen zou worden geroepen om de wijziging te bestuderen.

Op 31 mei 1994 heeft de secretaris-generaal van de Verenigde Naties volgens die procedure door de Belgische regering voorgestelde wijzigingen verspreid. Aangezien op 31 mei 1995 minder dan één derde van de verdragsluitende partijen de

.../...

secretaris-generaal hadden laten weten dat ze de voorgestelde wijzigingen verwierpen, zijn deze geacht aanvaard te zijn en zijn ze op 30 november 1995 in werking getreden voor alle verdragsluitende partijen, met uitzondering van de leden 4 en 6 van onderdeel V van deel G van bijlage 1, die niet in werking zijn getreden voor Oostenrijk.

De wijzigingen behoren, ter wille van de rechtszekerheid en om ervoor te zorgen dat ze in de Belgische rechtsorde van kracht kunnen worden, in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt te worden.

ALGEMENE OPMERKING

In de artikelen 1, 5, 13 en 14 van het ontwerp van koninklijk besluit wordt het verkeer in de "schoolomgeving" geregeld; enerzijds wordt in de artikelen 1, 13 en 14 een verkeersbord met zonale geldigheid ingevoerd waarop het verkeersbord A 23 is afgebeeld en het verkeersbord C 43 dat de snelheid beperkt tot 30 km per uur; anderzijds wordt in artikel 5 de maximumsnelheid beperkt tot 30 km per uur en voorgeschreven dat de bestuurders dubbel voorzichtig moeten zijn ten aanzien van kinderen.

Krachtens artikel 3, lid 1 en lid 2 van het Verdrag moeten de verdragsluitende partijen het in dat Verdrag beschreven stelsel van verkeersborden in acht nemen en mogen zij, wanneer dat Verdrag een verkeersbord of -symbool voorschrijft om een bepaalde regel of een bepaalde mededeling aan de weggebruikers kenbaar te maken, geen ander verkeersbord of -symbool gebruiken om die regel of mededeling kenbaar te maken, noch een andere betekenis geven aan dat verkeersbord of verkeerssymbool dan die waarin het Verdrag voorziet. In het onderhavige geval dient rekening te worden gehouden met de volgende twee regels van het Verdrag :

a) De verkeersborden met zonale geldigheid worden geregeld in punt 8 van deel E van bijlage 1 van het Verdrag. Volgens de regels die op die borden van toepassing zijn, mogen ze geen andere informatie bevatten dan beperkingen, verbodsbepalingen of verplichtingen.

In de artikelen 1, 13 en 14 van het ontwerp van koninklijk besluit mag bijgevolg niet bepaald worden dat op die borden een gevaarsbord wordt aangebracht.

.../...

b) Artikel 9, lid 3, van het Verdrag bepaalt het volgende :

"Gevaarsborden worden op zodanige afstand van het gevaarspunt geplaatst, dat zij overdag en 's nachts zo doeltreffend mogelijk zijn, met inachtneming van de toestand van de weg en de verkeersomstandigheden, met name de normale snelheid van de voertuigen en de afstand waarop het bord zichtbaar is."

Voorzover de ontworpen bepalingen tot gevolg hebben dat de borden A 23 en C 43 op dezelfde plaats komen te staan, is het niet zeker dat het bepaalde van het genoemde artikel 9, lid 3 in acht genomen zal worden, gelet op artikel 7 van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, dat bepaalt op welke afstand het gevaarsbord wordt geplaatst ten opzichte van de eigenlijke gevaarlijke plaats.

Indien de steller van het ontwerp de maximumsnelheid wil beperken op plaatsen waar veel kinderen komen, bestaat een mogelijke oplossing, die bovendien in overeenstemming is met het Verdrag, erin de verkeersborden A 23 en F4a/F4b afzonderlijk te gebruiken en dienovereenkomstig het koninklijk besluit van 9 oktober 1998 tot bepaling van de vereisten voor het instellen van zones met een snelheidsbeperking tot 30 km per uur aan te passen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

In het vierde lid schrijve men :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;".

Dispositief

Artikel 2

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikel 3

In de Franse tekst schrijve men "de l'alinéa 1^{er}" in plaats van "du premier alinéa". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 4

In de inleidende zin schrijve men "wordt aangevuld als volgt" in plaats van "wordt aangevuld met het volgende lid".

Artikel 6

In de Franse tekst schrijve men "alinéa 2" in plaats van "deuxième alinéa". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor het hele ontwerp.

Artikel 7

De ontworpen bepaling moet in een afzonderlijk punt worden opgenomen.

Artikel 8

In onderdeel 2° schrijve men in de inleidende zin "wordt vervangen als volgt" in plaats van "wordt vervangen door de volgende bepalingen".

.../...

Artikel 9

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij het koninklijk besluit van 24 juni 2000" in plaats van "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 juli 1997 en 24 juni 2000".

Artikel 10

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Er is bovendien geen reden om artikel 43.2 in twee paragrafen in te delen, aangezien die elk slechts één lid omvatten. De inleidende zin behoort dan ook als volgt te worden gesteld :

"Art. 10. Artikel 43.2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 juli 19990, wordt aangevuld als volgt :".

Artikel 12

In de inleidende zin behoort bij de wijzigingsbesluiten ook het besluit van 18 september 1991 te worden vermeld.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden "of zijn gemachtigde" moeten vervallen.

Artikel 16

In onderdeel 1° schrijve men "de in het eerste lid bedoelde bedding" in plaats van "deze bedding".

In onderdeel 2° schrijve men "In het zesde lid, dat het zevende lid wordt" in plaats van "In het voorlaatste lid".

In onderdeel 3° schrijve men "In het zevende lid, dat het achtste lid wordt, worden de woorden "mag worden" vervangen door het woord "wordt".

Artikel 17

De data van inwerkingtreding moeten worden ingevoegd.

TAALOPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 12

In het ontworpen artikel 59.2, d) schrijve men "uitgereikt" in plaats van "afgeleverd".

Artikel 15

In het ontworpen artikel 72.5., schrijve men "aangebracht worden op de rijstrook" in plaats van "gereproduceerd worden in de rijstrook".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS